

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
ZA n° 2 "Les Ailes"
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY-MESLAY

Parçay-Meslay, le 22/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



GAULT ET FREMONT

16 rue des Yvaudières
37700 ST PIERRE DES CORPS

Références : 2022 - 453/GC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2022 dans l'établissement GAULT ET FREMONT implanté 16 rue des Yvaudières 37700 ST PIERRE DES CORPS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAULT ET FREMONT
- 16 rue des Yvaudières 37700 ST PIERRE DES CORPS
- Code AIOT dans GUN : 0010000679
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société GAULT ET FREMONT est devenue récemment filiale du groupe GUILLIN. Elle emploie, sur son site de Saint-pierre-des-Corps, environ 187 salariés permanents et une vingtaine d'intérimaires. Le site s'étend sur près de 40 000 m² de surface de terrain, dont 24 000 m² de surface couverte.

Elle fabrique et imprime plusieurs formats de boîtes cartonnées (pour pâtisserie, traiteur, pizza, « snacking ») ainsi que plusieurs formats de sacs papier alimentaires (sacs sandwiches, croissants, fruits et légumes, à pains, étanches, ...). Elle a notamment l'exclusivité de la production destinée aux grandes surfaces CARREFOUR et SUPER U pour la France.

La société fonctionne du lundi au vendredi, en 3 x 8, pendant 245 jours à l'année. L'atelier de flexographie fonctionne sous ce même format soit 5880 heures à l'année (20 machines d'impression par flexographie), alors que la reproduction graphique par procédé offset fonctionne en 2 x 8

pendant 245 jours soit 3920 heures à l'année (1 machine).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données aux constats de la précédente inspection (NC10 à 14 sur la prévention du risque incendie)
- action nationale sur les établissements situés dans la bande de 100 mètres périphériques aux établissement SEVESO et diverses prescriptions relative à la prévention du risque incendie/explosion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.I.1.1	/	Sans objet
NC7 VI 14/11/2019	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	/	Sans objet
Capacités de rétention	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1.1.a	/	Sans objet
NC11 VI 14/11/2019	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.3.1	/	Sans objet
Vérification des installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
NC13 VI 14/11/2019	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.1.5	/	Sans objet
NC14 VI 14/11/2019	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.I.2.3.b	/	Sans objet
Moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.4.1	/	Sans objet
Entretien et contrôle (vannes d'obturation des réseaux)	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.5.4	/	Sans objet
Capacités de rétention des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1.1.b	/	Sans objet
Entretien et contrôle (Trappes de désenfumage)	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.5.4	/	Sans objet
Entretien et contrôle (moyens d'intervention en cas d'incendie)	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.5.4	/	Sans objet
Identification des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1.2 et 2.VIII.1.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des accidents et des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1	/	Sans objet
Clôture/Surveillance des installations	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.1.1 et 2.VIII.1.2	/	Sans objet
NC10 VI 14/11/2019	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1.b	/	Sans objet
Stockages de liquides inflammables enterrés	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1.1.b, 3.II.1.12, 3.II.1.14	/	Sans objet
NC12 VI 14/11/2019	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19 et 20	/	Sans objet
Formation du personnel (moyens d'intervention en cas d'incendie/exercices)	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.1.6	/	Sans objet
Installations électriques (vérification/entretien)	Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Prévention des accidents et des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : L'établissement GAULT ET FREMONT situé sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps se trouve en partie dans la bande des 100 mètres d'un établissement SEVESO. Il est donc concerné par l'action nationale visant à vérifier l'absence de risques d'effet domino dans ces périmètres. Il a été constaté que seule la voie de circulation périphérique située au nord/nord-est des installations GAULT ET FREMONT, se trouve dans ce périmètre. Aucun stockage fixe ou temporaire n'y a été observé, la cuve enterrée d'alcool isopropylique, bien que proche, se trouvant au-delà de cette bande, de même que la zone de stockage de déchets sous auvent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.I.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Modification des installations
Prescription contrôlée : Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la Préfète d'Indre-et-Loire avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant doit confirmer le classement des activités exercées en en faisant le bilan précis, se positionner clairement au regard de l'ensemble des rubriques de la nomenclature des installations classées (y compris les rubriques 3000 et 4000), en adressant à Madame la préfète les informations qui en découlent, tout en accompagnant ces éléments d'un porter à connaissance permettant d'apprécier tous les éléments liés aux évolutions apportées aux installations (impacts environnementaux, risques associés, dispositif de prévention mis en place).
Observations : Les activités principales exercées au sein de l'établissement sont restées les mêmes bien que les volumes associés aient sensiblement évolué. Certaines rubriques ont également été supprimées mais le classement global des activités exercées, au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, reste, au vu des informations récupérées ce jour, inchangé concernant les régimes de classement de l'autorisation et de l'enregistrement connus initialement. L'exploitant a par ailleurs fait valoir un projet de restructuration des installations pouvant conduire à une réorganisation complète, voire une extension du site dans un avenir proche.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôture/Surveillance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.1.1 et 2.VIII.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture/Surveillance des installations
Prescription contrôlée : L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Un gardiennage est assuré en permanence. En dehors des heures de travail, des rondes de surveillance sont organisées. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : L'établissement est entièrement clôturé par un grillage rigide associé à deux portails permettant de fermer le site en dehors des heures de fonctionnement. L'accès aux installations est par ailleurs contrôlé par badge. Un système de télésurveillance couvrant la totalité du site est en place, avec déclenchement d'une alarme automatique alertant la direction le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC7 VI 14/11/2019

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion de solvant
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées le plan de gestion de solvants 2020 et, de fait, ne l'a pas informée de ses actions visant à réduire sa consommation de solvants.
Observations : Constats du 14/11/2019 : NC de niveau 2 : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées le Plan de Gestion de Solvants des années 2015 à 2018 et de fait ne l'a pas informée de ses actions visant à réduire sa consommation de solvants. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan de gestion de l'année 2020, correctement tenu à jour, excepté concernant le paragraphe attendu sur les actions visant à réduire la consommation de solvants. Ce document ne nous a par ailleurs pas été transmis. Il convient de noter que deux solvants sont consommés principalement, pour un total annuel de 33 tonnes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC10 VI 14/11/2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1.b
Thème(s) : Risques accidentels, Capacités de rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Constats du 14/11/2019 : NC de niveau 1 : L'exploitant dispose des produits pouvant être incompatibles sur une même rétention dans le local contenant les solvants et dans le local contenant les produits inflammables. Le jour de l'inspection, l'exploitant dispose l'ensemble de ses produits dangereux sur une capacité de rétention unique. L'incompatibilité potentielle de certains produits présents lors de la précédente inspection a été supprimée par l'élimination comme déchets des produits non nécessaires au fonctionnement des installations tout en s'assurant de la compatibilité des produits restants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockages de liquides inflammables enterrés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1.1.b, 3.II.1.12, 3.II.1.14
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages de liquides inflammables enterrés
Prescription contrôlée : Art. 2.II.1.1.b : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour , l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus. Art. 3.II.1.12 : Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu ; ce dispositif ne produira pas, par sa construction et son utilisation, une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir. Art. 3.II.1.14 : Chaque réservoir est équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la section de la canalisation de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne ni obturateur. Ces tubes sont fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné ils ont une direction ascendante et comportent un minimum de coudes. Ces orifices débouchent à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : L'établissement est équipé d'une cuve enterrée d'alcool isopropylique double peau de 6000 litres avec détecteur de fuite associé à un renvoi d'information au niveau d'un pupitre de commande situé à l'intérieur de l'établissement. Cette cuve est par ailleurs équipée d'une sonde de remplissage et d'évents. Lors de cette inspection la cuve comprenait 1 547 litres d'alcool isopropylique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1.1.a
Thème(s) : Risques accidentels, Capacités de rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
Constats : Le stockage d'encres en retour temporaire situé à proximité de la station de prétraitement n'est pas sur rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC11 VI 14/11/2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Zones à atmosphère explosible
Prescription contrôlée : L'exploitant définit sous sa responsabilité, les installations ou parties d'installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées ou produites, seraient susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations ; il définit, également, les zones dans lesquelles seraient susceptibles d'apparaître des atmosphères pouvant aggraver le risque d'incendie. L'exploitant détermine pour chacune de ces installations ou parties d'installations la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques) qui les concerne. Ce risque est signalé.
Constats : L'étude sur le zonage ATEX a été actualisée sans que l'affichage qui en découle soit réalisé dans les secteurs concernés.
Observations : Constats du 14/11/2019 : NC de niveau 2 : L'exploitant n'a pas indiqué toutes les zones ATEX et n'a pas levé toutes les non-conformités mentionnées dans le rapport de la société ACANTHE de 2010. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'étude sur le zonage ATEX a été actualisée sans que l'affichage qui en découle soit réalisé dans les secteurs concernés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC12 VI 14/11/2019

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19 et 20
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des installations contre la foudre (étude technique)
Prescription contrôlée : Art. 19 : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Art. 20 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Constats du 14/11/2019 : NC de niveau 1 : L'exploitant n'a pas réalisé l'étude technique foudre par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé que suite à la réalisation par l'APAVE de l'analyse du risque foudre (ARF), l'étude technique a également été réalisée, suivies d'une intervention de la société GOUGEON pour la réalisation des travaux consistant notamment à la mise en place de deux parafoudres sur le bâtiment le plus récent (associés à des compteurs de coup de foudre incrémenté à zéro le jour de l'inspection), plus divers paratonnerres au niveau de l'installation électrique. L'APAVE a réceptionné ces installations le 2 novembre 2020. Pour précision, l'ARF conclut à l'absence de nécessité de protéger le bâtiment le plus ancien de par la structure métallique de sa charpente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification des installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : La vérification visuelle annuelle par un organisme compétent des installations de protection contre la foudre n'a pas été réalisée en 2021.
Observations : Comme évoqué précédemment, l'installation de protection contre foudre a fait l'objet d'une vérification et a été réceptionné par l'APAVE le 2 novembre 2020. Néanmoins, la vérification visuelle annuelle par un organisme compétent n'a pas été réalisée en 2021. L'exploitant a fait valoir que cette prestation avait été commandée en 2022 pour une réalisation le 12 avril.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC13 VI 14/11/2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Trappes de désenfumages
Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.
Constats : Le bâtiment le plus ancien abritant des secteurs production et administratifs n'est pas équipé de trappes de désenfumage.
Observations : Constats du 14/11/2019 : NC de niveau 1 : Les bâtiments abritant les ateliers et les locaux d'entreposage ne sont pas équipés en totalité, sur la partie haute des installations, des dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie. Le jour de l'inspection, il a été constaté que le bâtiment le plus ancien abritant des secteurs production et administratifs n'est pas équipé de trappes de désenfumage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC14 VI 14/11/2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.I.2.3.b
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux d'évacuation des eaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des, installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux n'a pas été mis à jour concernant les eaux pluviales non polluées et potentiellement polluées.
Observations : Constats du 14/11/2019 : NC de niveau 2 : L'exploitant ne dispose pas de plan à jour des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux faisant notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le plan des réseaux était en cours de mise à jour, le travail étant fait pour les eaux usées sanitaires et les eaux industrielles, mais pas concernant les eaux pluviales non polluées et potentiellement polluées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ils sont, au minimum, constitués : <ul style="list-style-type: none">- d'un réseau d'eau alimentant des poteaux d'incendie de 100 mm ou de 2 x 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés ; ce réseau ainsi que, si nécessaire, la ou les réserves d'eau de l'établissement doivent pouvoir fournir aux poteaux d'incendie un débit de 60 m3/h au minimum sous une pression résiduelle de 1 bar au minimum. Le réseau et les réserves d'eau en question doivent pouvoir également fournir un débit suffisant pour alimenter les Réseaux d'Incendie Armés et le système d'extinction automatique.- de Robinets d'Incendie Armés, protégés du gel et répartis dans les différents bâtiments, en fonction de leurs dimensions et des risques, et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées.- d'installations d'extinction automatique à eau pulvérisée.- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles, facilement accessibles et placés en des endroits signalés.- de produits absorbants, d'au moins 0,1 m3, maintenus meubles et secs et de pelles.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de préciser les caractéristiques des bornes incendie n° 68 et 70 situées à proximité de l'établissement (débit, pression, durée de fonctionnement).
Observations : L'établissement bénéficie dans son secteur d'implantation de deux bornes incendie n° 68 et 70. Cependant l'exploitant n'est pas en mesure d'en préciser les caractéristiques (débit, pression, durée de fonctionnement). L'établissement est équipé de robinets d'incendie armés (RIA) régulièrement répartis sur le site, permettant de satisfaire aux obligations ci-dessus : 13 au niveau du bâtiment le plus ancien, 14 au niveau du bâtiment le plus récent. L'établissement est équipé d'un système de sprinklage couvrant l'intégralité des bâtiments et des installations, constitué d'une réserve intérieure de 60 m3 et de 3 réserves extérieures de 436 m3 chacune, soit un volume d'eau pour l'intervention en cas d'incendie de 1368 m3. L'établissement comporte également 173 extincteurs régulièrement répartis sur le site ainsi que des réserves de sables pour l'absorption de pollution mineure.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation du personnel (moyens d'intervention en cas d'incendie/exercices)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel (moyens d'intervention en cas d'incendie/exercices)
Prescription contrôlée : L'exploitant veille [...] à la formation sécurité de son personnel.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : L'exploitant a formé 60 personnes à l'utilisation des extincteurs, l'ensemble des 190 salariés à l'application des consignes et procédures d'alertes. Les équipes d'intervention comportent par ailleurs 3 pompiers volontaires, dont un responsable de caserne. Des exercices sont réalisés annuellement avec scénario de mise en situation et application des consignes jusqu'à appel au service départemental d'incendie et de secours. Ces exercices sont consignés dans un registre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien et contrôle (vannes d'obturation des réseaux)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et contrôle (vannes d'obturation des réseaux)
Prescription contrôlée : Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement.
Constats : Si la vanne guillotine située à proximité du local TGBT fonctionne correctement, cette dernière ne peut pas jouer son rôle de manière satisfaisante dans la mesure où le regard accueillant cet équipement comporte également deux canalisations dont une est détériorée et percée.
Observations : Le réseau d'évacuation des eaux comporte 7 exutoires tous équipés d'une vanne guillotine. Le fonctionnement de la vanne guillotine située à proximité du local TGBT a été testé. Si le dispositif fonctionne correctement, ce dernier ne peut pas jouer son rôle de manière satisfaisante dans la mesure où le regard accueillant cet équipement comporte également deux canalisations dont une est détériorée et percée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Capacités de rétention des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1.1.b
Thème(s) : Risques accidentels, Capacités de rétention des eaux d'extinction d'incendie
Prescription contrôlée : Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.
Constats : Si les 7 exutoires des eaux du site sont tous équipés d'une vanne guillotine, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la capacité des installations de l'établissement à mettre en rétention l'ensemble des eaux potentiellement polluées lors d'un sinistre, notamment les eaux d'extinction d'un incendie. L'exploitant doit déterminer, au regard d'un guide de référence reconnu comme le guide technique D9A de l'Ineris, le volume à confiner sur le site en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques (vérification/entretien)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques (vérification/entretien)
Prescription contrôlée : L'installation électrique est entretenue en bon état et périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les documents justificatifs seront conservés 3 ans au minimum.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Les installations électriques font l'objet d'une vérification annuelle par l'APAVE. L'APAVE a établi 4 rapports en 2020 en fonction des lieux de vérification suivant : – Bureaux clicherie et local traitement ; – Bâtiment entretien et locaux sociaux ; – Bâtiment fabrication extension ; – Entrepôt et Atelier Flexographie. Sur ces 4 rapports il n'est mentionné aucune observation, ni non-conformité. L'exploitant possède un certificat Q18 pour chaque lieu inspecté mentionnant que : « L'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion »
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien et contrôle (Trappes de désenfumage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et contrôle (Trappes de désenfumages)
Prescription contrôlée : Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement. Ils sont vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Les trappes de désenfumage du bâtiment le plus récent de l'établissement n'ont pas été vérifiées en 2020.
Observations : La dernière vérification des trappes de désenfumages existantes au sein du bâtiment le plus récent a été réalisée par la société ECODIS le 21 novembre 2019. 5 capots ont été remplacés consécutivement, en 2020, pour corriger les anomalies observées. Néanmoins, aucune vérification n'a été réalisée en 2020.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien et contrôle (moyens d'intervention en cas d'incendie)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.VIII.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et contrôle (moyens d'intervention en cas d'incendie)
Prescription contrôlée : Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement.
Constats : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le dernier rapport établi consécutivement à la vérification de l'installation de sprinklage par la société UXELLO.
Observations : La société PENCI est intervenu en 2021 pour assurer la vérification des extincteurs et une partie des RIA raccordés au réseau d'adduction d'eau potable (bâtiment le plus ancien). L'autre partie des RIA (bâtiment le plus récent), reliés au système de sprinklage, a fait l'objet d'une vérification en 2021 par la société UXELLO. L'installation de sprinklage est en revanche vérifiée semestriellement. L'exploitant a indiqué que le rapport établi consécutivement à la dernière vérification a listé plusieurs anomalies. Ce rapport n'a néanmoins pas été pu être consulté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Identification des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2001, article 2.II.1.2 et 2.VIII.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des produits dangereux
Prescription contrôlée : Art 2.II.1.2 : A l'intérieur des installations, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. Art. 2.VIII.1.5 : A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles sont indiqués de façon très lisible le ou les numéros de symboles de dangers correspondants aux produits stockés.
Constats : Les déchets stockés à l'extérieur, sous auvent et sur rétention, au nord de l'établissement, ne sont pas identifiés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet